

**DIRECTION  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

*Bureau de l'Environnement  
et de l'Urbanisme*

CB/AL

N° 13 358

**A R R Ê T É**  
COMPLEMENTAIRE

imposant à la Société S.K.F. située  
204, avenue du Mans à SAINT CYR-SUR-  
LOIRE la réalisation de la première  
partie d'une étude déchets.

-----

**Le Préfet du Département d'Indre-et-Loire,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

- VU** la loi modifiée n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU** le décret modifié n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, et notamment son article 18,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 12 826 du 5 avril 1988 autorisant la Société S.K.F. à exploiter une usine de fabrication de roulements à SAINT CYR-SUR-LOIRE, 204 avenue du Mans,
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 11 avril 1991,
- VU** l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 30 mai 1991,
- SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture.

**A R R E T E**

**Article 1er :**

La Société S.K.F., dont le siège social est situé 8, avenue de Réaumur à CLAMART (92), devra réaliser pour son usine sise 204, avenue du Mans à SAINT CYR-SUR-LOIRE, la première partie d'une étude de déchets décrivant la situation existante en matière de gestion des déchets dans l'entreprise. Cette étude devra comprendre :

- la description des modes de génération des déchets,
- la description des opérations de recyclage ou de valorisation,
- la description des filières de traitement ou de pré-traitement,
- la description des filières d'élimination par mise en décharge,
- les stockages intermédiaires et les modalités de transport.

.../...

**Article 2 :**

Cette étude sera remise à l'Inspecteur des Installations Classées au plus tard dans le délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 3 :**

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'entreprise est soumise et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie, et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie de SAINT CYR-SUR-LOIRE.

Un extrait semblable sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

**Article 4 :**

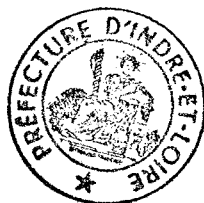
Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**Article 5 :**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de SAINT CYR-SUR-LOIRE et M. l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à TOURS, le **01 JUIL. 1991**



Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

**Héric du GRANDLAUNAY**

POUR AMPLIATION

Le Chef du Bureau

**S. SANCHEZ**